DECISION N° : **167.07.2025**

OBJET : **Consultation n°2025.12 – Location de cars avec chauffeur pour la commune d'Osny**
Accord-cadre de fournitures courantes et de services – Attribution

Le **MAIRE D'OSNY**,

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2122-22,

VU le Code de la commande publique, notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1 1 ° relatifs à la procédure adaptée,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 portant délégation d'une partie de ses attributions au Maire conformément à l'article L 2122-22 du C.G.C.T,

Considérant que la ville a lancé une consultation relative à la location de cars avec chauffeur,

Considérant qu'à cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur le profil acheteur de la commune à l'adresse suivante <http://www.achatpublic.com> le 12 juin 2025, sur le BOAMP, avis n° 25-65828 publié le 12 juin 2025,

Considérant qu'une offre a été remise dans les délais pour la procédure relative à la location de cars avec chauffeur pour la commune d'Osny,

Considérant qu'au terme de cette consultation et au vu du rapport final d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer l'accord-cadre relatif à la location avec chauffeur à la société GRISEL SA,

DECIDE :

Article 1 :

De conclure et de signer avec la société GRISEL SA sise 10 rue de la Haute Borne – ZA du Mont de Magny à Gisors (27140), représentée par Madame Christine Français, un accord-cadre relatif à la location avec chauffeur pour la commune d'Osny.

L'accord-cadre est fixé sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre,

Article 2 :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la notification du contrat jusqu'au 13/09/2026. Il est reconductible tacitement une fois pour une durée d'un an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans et 2 mois.

Article 3 :

Dit que la dépense résultant dudit contrat sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2025 et suivants de la commune.

Article 4 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas d'acte individuel, ou de sa publicité, et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à OSNY, le